

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.785
26 avril 1957

FRANCAIS

29 APR 1957
UN/SA COLLECTION

Dix-neuvième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA SEPT CENT QUATRE-VINGT-CINQUIÈME SEANCE

tenue au Siège, à New-York,
le vendredi 26 avril 1957, à 14 heures.

Président :

M. ASHA

(Syrie)

Examen du rapport annuel de l'Autorité administrante du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française pour 1955 [3c] et auditions de pétitionnaires du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française [14] : audition des représentants de l'Union des Associations traditionnelles

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.785. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-13479

EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRATIVE DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE, 1955 [3 c] ET AUDITION DE PETITIONNAIRES DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE /RESOLUTION 1067 (XI) DE L'ASSEMBLEE GENERALE/ [147] : AUDITION DES REPRESENTANTS DE L'UNION DES ASSOCIATIONS KTRADITIONNELLES (A/RES/500; T/1284, 1304, 1307; T/PET.5/L.433; T/L.736)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil va entendre aujourd'hui les pétitionnaires du Cameroun sous administration française. Je voudrais rappeler aux membres du Conseil que nous avons, à la 756ème séance, reçu une demande d'Union des Associations traditionnelles du Cameroun sous administration française.

Nous avons maintenant ici les quatre représentants de cette organisation. Ce sont MM. Anjembé Menye, Kingué Jong, Philippe Mbarga et Gustave Ngomba.

Sur l'invitation du Président, MM. Anjembé Menye, Kingué Jong, Philippe Mbarga et Gustave Ngomba prennent place à la table de la Commission.

M. KINGUE JONG (Union des Assemblées et Associations traditionnelles du Cameroun) : La délégation de l'Union des Assemblées et Associations traditionnelles du Cameroun (UNATRACAM) exprime sa gratitude au Conseil pour l'occasion qui lui est donnée de présenter un exposé oral. Nous voudrions faire au Conseil un bref historique des relations franco-camerounaises, car il est nécessaire, à notre avis, de rappeler certains faits afin de poser le problème sous son véritable jour.

Depuis bientôt deux ans, le peuple camerounais traverse l'une des périodes les plus dures de son histoire. Victime de l'expansion coloniale qui déferla à travers le monde durant le siècle dernier, il n'a cessé, au prix de lourds sacrifices, de mener une lutte implacable pour la reconnaissance de sa souveraineté.

Au lendemain des grands événements qui ont marqué l'histoire de l'humanité au cours de la première moitié du vingtième siècle, cette lutte aurait pu se poursuivre dans le cadre d'une évolution pacifique par le libre jeu d'institutions démocratiques fondées sur le respect de la volonté populaire. Mais par la faute d'un régime colonial soucieux avant tout de préserver les privilèges dont il est issu, par la faute d'une politique toujours obstinée à tourner le dos aux réalités les plus aveuglantes, le peuple camerounais

a été de nouveau acculé à clamer ses aspirations légitimes et à demander à la France qu'elle sache que le problème camerounais n'est pas un problème auquel une solution toute faite peut être apportée. Cependant, si la résistance des nationalistes camerounais a amorcé dans l'opinion publique française une prise de conscience sur le véritable problème camerounais, elle n'a pas encore suscité, dans l'esprit des dirigeants français, la moindre esquisse d'une solution valable.

L'Union des Assemblées et Associations traditionnelles du Cameroun, (UNATRACAM) qui groupe l'ensemble des Camerounais des régions du Centre, du Sud et de l'Ouest et qui, par conséquent, est consciente de représenter en quelque façon la masse la plus évoluée, donc l'avenir du Cameroun, ne pouvait pas ne pas avoir son mot à dire alors que cet avenir était mis en jeu.

Nous sommes ici les représentants de la tradition du Cameroun. La Providence a voulu que nous nous réunissions autour de la tradition pour former une Union qui constitue le vrai nationalisme camerounais. Notre organisation groupe tous les ressortissants camerounais des deux sexes sans distinction de tribu, de religion ou d'opinion.

Les quatre délégués qui ont l'honneur de se trouver devant vous, représentent le Comité exécutif de l'UNATRACAM. Ils émanent des assemblées et associations traditionnelles de Kolo-Beti, Koupe, Ngondo, Efoulameyon, Kwasio, Kumze, Jeunesse Beti, Association des tribus de Nanga-Eboko, etc.

Dès sa création par la motion inaugurale de son Congrès constitutif en mars dernier, elle a, en même temps qu'elle a défini les valeurs spécifiques sur lesquelles est fondée la personnalité de notre nation, souligné la nécessité urgente de donner au problème camerounais une solution juste et conforme au droit des peuples. Si elle l'a fait, c'est parce qu'elle s'est rendue compte, après les organisations politiques camerounaises, que le régime colonial est fini, bien fini, et qu'il ne peut se perpétuer qu'au scandale du monde libre tout entier.

Les nationalistes camerounais ont été les premiers à exprimer leur indignation et leur réprobation contre tous les actes de violence, et contre tous les crimes commis, quels que soient leurs auteurs. Mais le drame camerounais actuel n'est que la conséquence logique et fatale des erreurs, pour ne pas dire des fautes politiques, accumulées par les gouvernements et les parlementaires qui se sont succédés en France depuis plus de quarante ans.

Des injustices flagrantes, des inégalités insupportables, une administration sclérosée et figée, ont déterminé chez les Camerounais un sentiment légitime de revendication. Les drames indochinois, marocain et tunisien - aujourd'hui celui de l'Algérie ...

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je signale au pétitionnaire qu'il doit parler sur le sujet en discussion, c'est-à-dire sur le Cameroun sous administration française.

M. KINGUE JONG (Union des Assemblées et Associations traditionnelles du Cameroun) : Je vous remercie, Monsieur le Président, mais les problèmes sont liés dans tous les territoires placés sous l'égide de la France. Je ne parlerai plus ni du Maroc, ni de la Tunisie, ni de l'Algérie. Je disais donc que ces problèmes sont trop récents pour ne pas rappeler qu'il n'est rien de pire que des promesses non tenues ou tenues tardivement, que les principes internationaux solennellement proclamés et tournés dans leur application, les réformes subordonnées au rétablissement de l'ordre et oubliées dès que celui-ci est restauré, les buts de politique intérieure mêlés à la politique de libération des peuples, que poursuit les Nations Unies ...

Qu'on n'oublie pas ici que le peuple camerounais lutte depuis 1902 pour obtenir le rétablissement de sa souveraineté, que le Traité germano-camerounais du 12 juillet 1884 avait parfaitement reconnu.

En 1952, les Camerounais ont réclamé leur autonomie interne. On la leur a refusé. D'où le repli des populations, dont la demande de 1952 fit rapidement place aux revendications de l'Union des Populations du Cameroun et du "Ngondo".

On sait ce qui en est résulté et ce qui est advenu de l'amnistie promise au sujet des faits de mai 1955 et qui devait instituer le préambule nécessaire et indispensable à toutes nouvelles élections à l'Assemblée territoriale. Elle devait pourtant, d'après la déclaration de M. Gaston Defferre, Ministre de la France d'outre-mer, déclaration faite le vendredi 17 août 1956, "permettre à la plupart des Camerounais naguère inféodés à l'UPC, de réintégrer individuellement la communauté camerounaise en participant à la prochaine consultation", c'est-à-dire à celle qui s'est déroulée le 23 décembre dernier.

Même en ne tenant compte que des conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections, peut-on s'étonner aujourd'hui que les "réformes françaises" paraissent, aux yeux des nationalistes, d'une cruelle insuffisance ?

La répression qui se poursuit d'ailleurs dans certaines parties du Cameroun n'est certes pas faite pour calmer les esprits ni pour apporter aux Camerounais la démonstration qu'ils ont fait le "pas de géant" dont d'aucuns parlent avec emphase.

A l'heure actuelle, le Cameroun vit dans l'angoisse, la suspiscion et la haine. Avec la prochaine installation du futur "gouvernement camerounais", nous sommes à la veille d'événements plus dramatiques encore. Nous savons et nous pouvons affirmer sans crainte de démenti que certains futurs ministres, convulsionnaires de la répression et qui qualifient l'action de revendication actuelle de démagogique, pensent, dans leur délire, à l'extermination de tous ceux qui se disent à tort (selon eux), nationalistes.

Notre mission ici est de protester d'abord contre la répression actuelle et future, de jeter ensuite le cri d'alarme au sujet du cataclysme qui menace notre malheureux pays, enfin d'éclairer les Nations Unies sur l'état d'âme de nos concitoyens. Taire la vérité, parce que dure et amère, serait indigne de notre Union. Nous avons estimé que le silence constituerait un crime contre l'opinion internationale, qui a plus que jamais besoin d'être exactement informée.

Dans le malheur qui nous frappe et qui remplit d'angoisse notre conscience et celle de tous les hommes de coeur, nous avons eu au moins la consolation de constater que l'opinion française métropolitaine n'est pas restée insensible à nos souffrances et à nos craintes quant au choix qu'est en train de faire actuellement la France, choix qui ne cache qu'un moyen plus habile d'assurer de façon perpétuelle sa domination sur le Cameroun.

Cette constatation nous amène à examiner le contexte de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies. A la dix-septième session du Conseil, interprétations contradictoires ont été données à cet Article. Nous pensons que pour situer véritablement le sens et la portée du Statut voté le 22 février dernier par une certaine majorité de l'Assemblée territoriale du Cameroun, il est nécessaire de se référer à l'interprétation la plus importante et la plus valable de toutes, celle de l'Assemblée générale concrétisée par sa résolution 558 (VI) du 18 janvier 1952. Mais avant, il faut poser la

M. Kingué Jong

question préjudicielle suivante : quelles sont les fins essentielles du régime de tutelle ? La réponse est brève : "Favoriser le progrès politique, économique et social des populations des Territoires sous tutelle, ainsi que le développement de leur instruction; favoriser également leur évolution progressive vers la capacité de s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance ...".

Par ce bref résumé, il est indéniable que la Charte n'a prévu que deux solutions - et rien que deux. La capacité à s'administrer, c'est-à-dire l'autonomie - que dis-je - ou l'indépendance. Et je souligne la conjonction "ou". Une troisième solution ne tendrait, par conséquent, qu'à violer la Charte.

Il s'agit donc maintenant de voir l'explication que donne l'Assemblée générale. Elle prévoit deux solutions que l'on trouve à l'annexe de la résolution 567 (VI) :

"C. -Autonomie interne

1. Gouvernement du Territoire : Absence de contrôle ou d'intervention de la part du gouvernement d'un autre Etat sur le gouvernement interne (pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire) et l'administration du Territoire.

2. Participation de la population au gouvernement : Participation effective de la population au gouvernement du territoire, par un système électoral et représentatif approprié.

3. Compétence en matière économique et sociale : Pleine compétence du gouvernement du Territoire pour gérer les affaires économiques et sociales de ce dernier".

Je vous ai lu l'explication qu'a donnée du statut d'autonomie l'Assemblée générale. Je vous lirai maintenant le statut international, ainsi appelé par l'Assemblée générale :

"1. Indépendance : Accès du territoire à l'indépendance ou gestion complète de ses relations extérieures et de ses affaires intérieures.

2. Possibilité de faire partie d'organisations internationales : Possibilité de devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies ou de devenir membre ou membre associé d'autres organisations internationales; représentation assurée par des délégués choisis par le gouvernement du Territoire.

3. Relations internationales en général : Capacité d'établir des relations directes de toute nature avec d'autres gouvernements et avec des institutions internationales ainsi que de négocier, signer et ratifier des conventions internationales.

4. Limitation volontaire de souveraineté : Mesure dans laquelle la souveraineté du Territoire a été librement et de sa propre volonté limitée au moment où ce Territoire a accédé à l'indépendance ou à toute autre forme d'autonomie séparée."

Dans deux longues déclarations, faites les 15 mars 1956, par M. Bargues, représentant permanent de la France et M. Lefèvre, Représentant spécial, il a été dit que l'évolution des populations camerounaises est très poussée. Les Camerounais, qui sont les premiers à être conscients de cette évolution et qui n'hésitent pas à dire qu'elle est due au libéralisme de la politique française, s'étonnent seulement que leur tutrice utilise des moyens détournés pour atteindre des buts qui ont été fixés par les Nations Unies, c'est-à-dire l'autonomie ou - je souligne particulièrement le mot "ou" - l'indépendance.

Un juriste - et ils sont légion à l'ONU - dira peut-être que le statut français répond à cette préoccupation. Mais s'il est incontestable que l'autonomie d'un pays ne se conçoit qu'avec deux gouvernements, l'un agissant sur le plan interne, l'autre sur le plan externe, il ne nous a jamais été dit que pour gérer un territoire autonome, il faille trois gouvernements : deux internes et un externe. Or, le statut français, est la préfiguration de ce nouveau monstre de droit international que les Camerounais considèrent, à tort ou à raison - à raison sans doute - comme un plan d'intégration. Nous reportons le Conseil aux articles 3, 7, 10, 13, 16, 30 et 31 qui stipulent :

"Art.3.- Le Cameroun sous tutelle française participe par l'intermédiaire de ses représentants élus au fonctionnement des organes centraux de la République française. Dans les conditions fixées par les lois relatives à la formation des assemblées de la République française, il est représenté au Parlement, à l'Assemblée de l'Union française, et, le cas échéant, au Conseil économique.

"Art.7.- Les citoyens camerounais, aussi longtemps que le Territoire sous tutelle administré par la France restera régi par le présent statut, jouissent des droits et libertés définis et garantis par le préambule de la Constitution française; ils ont accès à toutes les fonctions civiles et sont électeurs et éligibles dans l'ensemble de la République française dans les mêmes conditions que les citoyens français."

Je voudrais ouvrir une parenthèse pour demander dans quel département français un citoyen camerounais doit être électeur, et surtout éligible. Je poursuis :

"Les citoyens français jouissent par réciprocité au Cameroun des droits attachés à la qualité de citoyen camerounais."

Je vous donne maintenant connaissance de l'article 10, ainsi libellé :

"Par exception aux dispositions de l'alinéa premier de l'article 9 ci-dessus, relèvent limitativement des organes centraux de la République française la législation et la réglementation relatives :

- au régime des libertés publiques (et à la protection de leur exercice);
- aux affaires extérieures et à la défense;
- au régime monétaire et des changes, à l'organisation et à la direction du crédit, aux aides financières éventuelles, au commerce extérieur et au régime douanier, à la réglementation générale en matière douanière (et au régime des substances minérales);
- au code du travail proprement dit."

Je dois dire au Conseil qu'en ce qui concerne le régime des substances minérales et le code du travail proprement dit, ceux des Camerounais qui ont voté pour le Statut ont tout de même protesté. Ils ont fini par reconnaître que les terres sont des terres camerounaises. Ils ont fini par reconnaître que le travail au Cameroun doit être surveillé par les autochtones eux-mêmes. Il y a eu des amendements à cet article 10. Je ne suis pas en mesure de vous citer ces amendements. Ils ont été admis par le Gouvernement français. Le représentant de la France se trouve parmi nous et il pourra vous donner les renseignements désirés lorsque vous lui poserez des questions.

Je passe à l'article 13. Il se lit comme suit : "L'Assemblée législative camerounaise peut être dissoute par décret pris en Conseil des Ministres de la République française sur proposition du Haut-Commissaire; cette proposition doit être précédée de la consultation du Premier Ministre. De nouvelles élections doivent avoir lieu dans un délai d'un mois au moins et trois mois au plus à compter de la date du décret de dissolution."

Je lis l'article 16. "Le Haut-Commissaire préside le Conseil des Ministres." Il s'agit du Haut-Commissaire de la République française.

Et voici l'article 30. "Le Haut-Commissaire assure la promulgation, la publication et l'exécution des lois, décrets, arrêtés, actes et instructions qui relèvent de la compétence des organes centraux de la République française. La publication est effectuée dans le Journal officiel du Cameroun."

"Le Haut-Commissaire dispose du pouvoir réglementaire; il peut assortir ses arrêtés de peines allant jusqu'à 15 jours d'emprisonnement de 24.000 francs d'amende."

"Article 31. Le Haut-Commissaire de la République française, dans le cadre des lois et règlements, et notamment de ceux qui régissent les services publics de l'Etat :

- veille à la bonne administration de la justice;
- organise les services de l'Etat et dirige leur action;
- représente l'Etat en justice et dans tous les actes de la vie civile, sous réserve des délégations prévues par la législation en vigueur;
- affecte les biens dont il a la disposition;
- contrôle l'emploi de tous les crédits provenant du budget de l'Etat ou d'un compte spécial du Trésor public de l'Etat;
- est ordonnateur secondaire du budget des dépenses civiles de l'Etat et peut déléguer sa signature en cette qualité;
- assure la coordination générale de l'activité des services de l'Etat et des services camerounais."

Qui nous dira la différence qui existe entre ce Statut et celui défini par l'Assemblée générale ? Qu'est-ce qui permet de conclure qu'un territoire est associé, dans un cadre fédéral ou unitaire, à d'autres parties constituantes de la Métropole ou d'un autre pays ?

Je vais me permettre de vous donner lecture de ce Statut, qui se trouve à la page 65 des Résolutions adoptées par l'Assemblée générale au cours de sa sixième session :

"FACTEURS PERMETTANT DE CONCLURE QU'UN TERRITOIRE EST LIBREMENT ASSOCIE SUR UN PIED D'EGALITE (DANS UN CADRE FEDERAL OU UNITAIRE) A D'AUTRES PARTIES CONSTITUTIVES DE LA METROPOLE OU D'UN AUTRE PAYS"

Je voudrais vous rappeler respectueusement que je lis une résolution de l'Assemblée générale. Il s'agit de la résolution 567 (VI). Je continue donc :

"A. Facteurs de caractère général

"1. Progrès politique : Progrès politique des populations suffisant pour leur permettre de décider elles-mêmes, en connaissance de cause de l'avenir du territoire.

"2. Opinion des populations : Opinion des populations du territoire, librement exprimée en connaissance de cause et par des voies démocratiques, en ce qui concerne le statut ou le changement de statut qu'elles désirent.

"3. Considérations d'ordre géographique : Mesure dans laquelle les relations du territoire avec le siège du Gouvernement central peuvent être affectées par des circonstances tenant à leur situation géographique respective, telles que le fait qu'ils sont séparés par une étendue de terre ou de mer ou par d'autres obstacles naturels.

"4. Considérations ethniques et culturelles : Mesure dans laquelle la race, la langue, la religion ou le patrimoine culturel, les intérêts ou les aspirations différencient les populations du territoire d'avec celles du pays auquel elles s'associent librement.

"5. Considérations d'ordre constitutionnel : Association : a) en vertu de la constitution de la métropole, ou b) en vertu d'un traité ou d'un accord bilatéral affectant le statut du territoire; en tenant compte des éléments suivants : i) si les garanties constitutionnelles s'appliquent d'une façon égale au territoire associé, ii) s'il existe en faveur du territoire des domaines constitutionnels réservés, iii) si le territoire a le droit de participer, sur un pied d'égalité, aux modifications qui peuvent être apportées au régime constitutionnel de l'Etat."

Je vais vous donner lecture de ce qui est le plus intéressant, c'est-à-dire le statut d'un Etat intégré, dans un cadre fédéral ou unitaire, à d'autres parties constitutives de la métropole ou d'un autre Etat. En voici le texte :

"1. Représentation sur le plan législatif : Représentation sans discrimination au sein des organes législatifs centraux, sur un pied d'égalité avec les autres habitants et les autres régions."

Nous avons vu un article qui prouvait que les citoyens français ont les mêmes garanties de représentation que les Camerounais, mais à notre connaissance il n'y a pas un Camerounais qui s'est présenté comme électeur ou comme candidat aux élections en France. Et ici, il me sera permis de vous citer le cas, non pas de Camerounais mais de citoyens français qui n'ont pas accédé à certains postes parce qu'ils n'étaient pas originaires de la France.

"2. Citoyenneté : Citoyenneté sans discrimination, sur un pied d'égalité avec les autres habitants." - C'est ce qu'il n'y a pas eu dans le statut français.

"3. Fonctionnaires du gouvernement : Nomination ou élection des fonctionnaires originaires du territoire dans les mêmes conditions que ceux qui sont originaires des autres parties du pays.

"C. Conditions internes d'ordre constitutionnel

"1. Droit de vote : Suffrage universel égal pour tous, élections périodiques libres, au scrutin secret; liberté dans le choix des candidats aux élections.

"2. Droits et statut des habitants : Droits et statut égaux pour les habitants et organes locaux du territoire à ceux qui sont reconnus aux habitants et aux organes locaux d'autres parties du pays.

"3. Fonctionnaires locaux : Nomination ou élection des fonctionnaires dans le territoire dans les mêmes conditions que ceux qui sont nommés ou élus dans les autres parties du pays.

"4. Législation interne : Autonomie législative complète du territoire, au moyen de systèmes d'élections et de représentation, dans tous les domaines qui, selon les règles habituelles de l'association, ne sont pas, dans le cas d'un système non unitaire, réservés au gouvernement central.

Voilà le statut, tel que l'a défini votre Assemblée générale, et ce qu'elle a qualifié, très justement d'ailleurs, de statut d'intégration à un autre Etat.

Or vous ne nierez pas que, depuis de longues années, les Camerounais ont affirmé qu'ils veulent que soit tout d'abord reconnu à leur pays un statut d'indépendance et qu'ensuite, s'ils le désirent, ils adhéreront à l'Union française dont l'un des membres éminents de cette Organisation - et je cite M. Asha - a déclaré qu'il ne s'agissait pas encore d'un régime déterminé de façon explicite.

Je vous ai déjà posé la question suivante : qui peut nous dire la différence existant entre le statut présenté par la France aux Camerounais et celui défini par l'Assemblée générale et dont je viens de vous donner lecture ?

Vous comprendrez que si le régime de tutelle subsiste encore dans le statut français, si le Cameroun n'est pas encore complètement intégré à l'Etat français, c'est parce que dans le texte de l'Organisation des Nations Unies définissant le régime d'intégration, les dispositions du Chapitre XI de la Charte ne cessent de s'appliquer à un territoire que par la libre expression de la volonté de la population.

Cette libre volonté de la population, en ce qui concerne le Cameroun, est définie par l'article 44, qui découle d'un amendement - je suis franc et je dis tout ce qui a été fait - et qui se lit comme suit : Le présent statut, susceptible d'évolution, peut être modifié à la suite d'une résolution de l'Assemblée législative camerounaise.

Nous verrons tout à l'heure ce que représente cette Assemblée législative camerounaise.

Il est donc clair que les dispositions du chapitre XI de la Charte ne cesseront de s'appliquer à un territoire que par la libre volonté de la population. Je vous ai lu l'article 44 du statut français. Mais on pourrait être surpris que cette libre volonté de la population ne s'exprime pas dans un avenir plus ou moins proche, comme elle s'est exprimée le 22 février dernier.

Mais la question suivante viendra à l'esprit de chacun : Qui peut prouver que cette majorité de l'Assemblée territoriale du Cameroun n'exprime pas la volonté des populations ? Messieurs, c'est tout simplement la profession de foi de l'idéal de cette majorité que nous versons au dossier. Elle prouve la mauvaise foi, la duplicité, l'ignominie même de ceux qui, fêrus d'honneur et de bien-être personnel, acceptent d'être les judas de leurs frères et du pays de leurs aïeux, qu'ils disent, injustement, incarner.

Nous lisons dans la déclaration de l'un d'eux, promu au rang de Premier Ministre : "Le rassemblement démocrate-chrétien a pour but de poursuivre l'évolution, l'émancipation et l'indépendance totale du Cameroun, dans tous les domaines, en s'inspirant de l'idéal du christianisme, à savoir l'idéal des catholiques, des protestants - dont je suis - des adventistes, base principale de la vraie liberté et de la vraie civilisation dans le monde entier." Il continue : "C'est le peuple seul qui doit exercer, par ses élus, le pouvoir souverain, suivant des décisions librement créées et acceptées, et dans la justice à l'égard de tous, le respect absolu de la personne humaine, des droits de l'homme, de la morale, - sans dictature, ni oppression, ni favoritisme, dans la parfaite égalité fraternelle de tous les citoyens.

Voilà la profession de foi qui disait aux Camerounais : "Nous allons demander pour vous l'indépendance totale" et c'est le leader - quand je dis "leader", je dois ajouter "premier leader" de cette majorité qui a voté le Statut.

Ce sont donc ces menteurs que la France vous amènera un jour, les poches pleines de dollars, voyageant aux frais de la princesse, pour démentir ce que nous disons, nous, très humblement, à la honte de notre pays. Et pourtant, nous aimons bien la France et la tradition - sans le concours de laquelle notre tutrice eut difficilement assuré sa présence au Cameroun. Mais nous estimons que le moment est venu où un dialogue franc, loyal, sincère, qui ne doit laisser dans l'ombre aucune source de malentendus, doit s'établir entre la France et le Cameroun, et en premier lieu, dissiper l'obsession d'indépendance qu'aujourd'hui tous les Camerounais connaissent.

Pour cela, un seul moyen; un moyen seulement. Reconnaître formellement, explicitement, le principe de l'indépendance du Cameroun, la durée du délai

et des phases transitoires devant, précisément, faire l'objet d'une négociation.

Un contre-projet, qui avait été déposé au bureau de la Commission juridique de l'Assemblée territoriale et rejeté par cette Commission, répond parfaitement au désir que nous exprimons ici, au nom de la masse camerounaise. C'eut été un grand plaisir pour moi de vous lire ce contre-projet mais, malheureusement, je n'en possède pas le texte et j'exprime à l'Assemblée et particulièrement à mon pays le profond regret que j'éprouve de ne pas l'avoir dans mon dossier, mais je me réserve de le verser dans quelques jours au dossier du Conseil.

Le droit à l'indépendance est, pour les Camerounais, plus encore que pour les autres peuples placés sous l'égide de la France, un droit naturel et imprescriptible. Nos populations ne veulent pas considérer la France comme une ennemie; elles demeurent tournées vers elle, vers sa culture, vers ses horizons. Elles savent qu'elles ont encore besoin d'aide. Mais nous affirmons que la reconnaissance immédiate de l'indépendance camerounaise (je répète : la reconnaissance immédiate), constitue non seulement la solution la moins économique mais encore une véritable victoire de la France en tant qu'elle est le seul point de départ possible pour des rapports futurs entre la France et le Cameroun.

Telle est notre conclusion. Elle est conforme au statut international de notre pays; elle exprime la comparaison que nous ne pouvons nous empêcher de faire entre les deux Cameroun : le Cameroun français et le Cameroun britannique.

Or, ce dernier, avec la Nigeria, deviendra indépendant en 1959, c'est à dire dans deux ans.

Quelle solution préconise le Conseil ? S'inspirera-t-il toujours des seules vues de l'Autorité administrante ou appliquera-t-il résolument, comme il en a le droit, les principes de la Charte, dont les fins essentielles, de l'aveu même du Gouvernement français, sont atteintes par les populations camerounaises.

De la réponse que vous donnerez à cette question dépend la paix et la sécurité -j'allais dire d'une partie importante ... mais pour ne pas nous faire grands, comme les autres pays, je dirai - la paix et la sécurité dans cette partie du monde.

DD/2

T/PV.785
- 38/40 -

M. Kingué Jong

Il reste toutefois une question. Je rappelle au Conseil que l'une de nos associations déjà représentée ici à la dix-huitième session, avait adressé une pétition au Conseil de tutelle. Permettez-moi de vous lire une partie de ce texte (T/PET.5/L.84/Add.1). Le Ngondo s'exprimait ainsi :

L'ONU ET LE CAMEROUN

"Dans notre pétition du 30 octobre 1952, nous avons écrit : "Trop peu de cas a été fait tant des critiques formulées que des aspirations profondes exprimées dans cette pétition (celle du 26 novembre 1949). Nous ne savons pas si nous devons imputer à la France seule la responsabilité du fait qu'au cours des trois dernières années, aucun résultat concret n'a pu être obtenu par les populations du Cameroun. Notre lutte, déjà trop longue, sera-t-elle vaine même au sein du Conseil de tutelle? Il est pourtant difficile de douter de la sincérité de nos griefs et de la justesse de notre cause". Nous ajoutions : - dans cette pétition du 26 novembre 1949 - : "Malgré le doute qui a germé dans l'esprit des populations camerounaises sur l'utilité et l'efficacité des pétitions, nous tenons néanmoins à préciser notre position en affirmant solennellement la volonté unanime des Camerounais."

Pourquoi ce doute? Il est facile de l'expliquer.

La première déclaration des Nations Unies, votée le 1er janvier 1942, avait pour but 'la défense de la vie, de la liberté, de l'indépendance, de la liberté religieuse, la préservation des droits de l'homme et de la justice, dans leurs propres pays ainsi que dans tous les autres.'. Ce principe qui avait été précédé par deux autres (Téhéran et Saint-James), concernait la protection internationale de la personne humaine. Il appartenait à la victoire des nations unies de consacrer le triomphe d'une véritable révolution démocratique internationale. Ainsi se justifie la place d'honneur que dans la Charte des Nations Unies tiennent les droits de l'homme qu'une Déclaration universelle devait par la suite proclamer. On peut affirmer, sans crainte de se tromper, que cette déclaration s'applique essentiellement aux pays faibles ou placés sous la protection directe de l'ONU. Nous voulons dire les pays sous tutelle.

Mais tout se passe comme si l'humanité de ces peuples a été trahie par ses propres protecteurs. Car rien ne justifie la carence de l'ONU lorsqu'il s'agit de territoires africains, surtout ceux habités par des peuples de race noire.

La rigidité des organes de l'ONU? Qu'on arraisonne un bateau, qu'on tire quelques coups de feu à une frontière, qu'on abatte un avion, qu'on condamne quelques prisonniers de guerre, toute l'ONU est debout : réunion

de commission, résolutions de l'Assemblée générale, tour du monde du Secrétaire général, il n'est pas jusqu'au Conseil de sécurité qui ne statue sur-le-champ. Mais que des innocents par centaines, par milliers, soient emprisonnés, déportés, torturés ou même exécutés par 'leurs gouvernements', toutes les portes de la justice internationale restent fermées.

Priorité de la paix avec les grandes nations? Personne, au Cameroun, n'en disconvient, mais il serait temps qu'on donnât à cette "paix" une définition. Car il est à craindre qu'en favorisant 'la tyrannie et l'asservissement, l'oppression et l'intolérance', on n'accumule finalement les éléments irrésistibles de troubles généralisés dans tous les pays dépendants, voire même d'une nouvelle guerre mondiale.

Les risques de l'intervention? Le père n'a-t-il pas, à tout moment, le droit de regard sur tout ce qui a trait à l'éducation de son enfant? Et qu'est l'ONU vis-à-vis des Territoires sous tutelle, sinon un 'père'? Nous savons cependant que l'intervention pacifique est dans certains cas inefficace et qu'elle ne peut pas s'exercer - étant données les distances - promptement et sans cesse. Mais n'est-ce pas la raison pour laquelle de nombreuses pétitions ont justement demandé que le Conseil de tutelle ait ses représentants dans les Territoires sous tutelle afin de veiller, de façon permanente, à l'application sinon stricte du moins normale des règles de justice et d'humanité dont les Accords de tutelle ne sont, dans le contexte démocratique actuel, que des instruments trop fragiles. Et puis, à quoi servent donc ces missions de visite qui nous arrivent tous les trois ans, après avoir entériné trois rapports annuels successifs? Est-ce pour remplir plusieurs caisses de pétitions qui ne sont qu'une préfiguration habile ou une copie faite dans d'autres termes des rapports de la 'Puissance administrante'? "

Le NGONDO poursuit :

"Les Camerounais sont visiblement prêts à faire à nouveau confiance à l'ONU, mais ils attendent certains gestes et certaines prises de position. Tant que l'ONU considérera que cette 'franche explication' du statut du Cameroun sera inutile et que les Camerounais seront l'objet de l'odieuse pression actuelle, leur intérêt ira diminuant; les pétitions ne seront plus que du genre de celles de l'actuelle Assemblée territoriale du Togo... et l'espoir serait amené à céder, tôt ou tard, la place au désespoir et aux larmes."

M. BURGUES (France) : J'ai demandé la parole, mais je ne voudrais la prendre qu'à la fin des déclarations des pétitionnaires. Je veux bien avoir un droit de priorité pour poser des questions, mais je ne le ferai que si le pétitionnaire qui vient de faire sa déclaration est le seul à parler. Si d'autres pétitionnaires ont également des déclarations à faire, je ne prendrai la parole qu'après.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'avais cru que vous aviez demandé la parole. Il s'agit donc d'un malentendu.

M. BARGUES (France) : J'ai écouté avec un très vif intérêt la déclaration qui vient d'être faite par le pétitionnaire. J'avais l'intention de lui poser quelques questions, en nombre d'ailleurs très peu important, mais je voudrais, avant de le faire, procéder à quelques mises au point.

Le pétitionnaire a cité une résolution de l'Assemblée générale, la résolution 567 (VI). Il s'est également référé au Chapitre XI de la Charte. Ces citations et ces références sont extrêmement intéressantes. Elles présentent seulement un défaut, c'est que les textes cités ne s'appliquent pas au Territoire sous tutelle. Il y a eu une confusion dans l'esprit du pétitionnaire. C'est regrettable. Je pense qu'elle ne se produira pas de la même manière dans l'esprit des membres du Conseil. Il est évident que cette considération enlève une grande part de l'intérêt de ces références.

Dans le même ordre d'idées, je dirai que le pétitionnaire, se référant au Statut du Cameroun, ne s'est pas référé au texte définitif de ce Statut, mais au projet qui, ayant été établi par le Gouvernement français en accord avec les parlementaires du Territoire, a été soumis à l'examen de l'Assemblée territoriale. Comme le Conseil le sait, l'Assemblée territoriale y a apporté un certain nombre d'amendements. Je vais en citer un seul exemple, car je ne veux pas lasser l'attention du Conseil. Je pense que cet exemple suffira pour montrer la légèreté et l'insuffisance des déclarations du pétitionnaire. Il nous a dit en particulier que les Camerounais tenaient essentiellement à légiférer dans leur Territoire sur le code du travail et les conditions de son application. Or l'article 11 du Statut, en sa forme actuelle - tel qu'il a été promulgué déjà au Journal officiel français, peut-être même au Journal officiel du Cameroun; dans la négative, il doit être publié au Cameroun dans un délai extrêmement bref - indique que la compétence de l'Assemblée législative s'exerce dans toutes les matières intéressant les Camerounais et, pour préciser cette idée, il cite quelques-unes des matières dans lesquelles l'Assemblée législative est compétente. Cette énumération d'ailleurs, je tiens à le préciser, n'est pas limitative. Le texte est ainsi conçu :

"Sa compétence s'exerce en toutes les matières d'intérêts camerounais et, notamment dans les domaines suivants :

...

9. Code de travail et modalités de son application."

M. Bargues (France)

Je crois que cet exemple suffit pour montrer la fragilité de l'argumentation qui vient de nous être présentée.

Le pétitionnaire a évidemment lancé une attaque, de caractère d'ailleurs assez personnel, contre les membres de la majorité de l'Assemblée qui, selon lui, seraient fêrus d'honneur et pourvus d'un bien-être personnel. Il les a même accusés - par ce fait même - d'ignominie, de mauvais soins et de duplicité. Comme ces injures ne s'adressent pas à moi, je m'abstiendrai de les relever, mais je dirai que les membres d'une Assemblée sont peut-être, dans l'esprit du pétitionnaire, fêrus d'honneur et repus de bien-être personnel, mais je crois que les avantages moraux et matériels attribués à des membres de l'Assemblée, s'appliquent aussi bien aux membres de la majorité qu'à ceux de la minorité. Or si le pétitionnaire peut nourrir quelques ressentiments à l'égard des membres de la majorité, il n'en est pas de même, je suppose, des membres de la minorité dont certains se comptent parmi ses amis.

D'ailleurs, prenant plus directement à parti l'un des membres de la majorité, sans le citer nommément, mais en indiquant qu'il était d'ores et déjà promu au rang de Premier Ministre, le pétitionnaire a cru devoir citer certains textes, notamment des professions de foi ayant paru sous la signature de cette personnalité. Je fais, entre parenthèses, une remarque préliminaire : le pétitionnaire n'a aucun pouvoir pour promouvoir une personnalité au rang de Premier Ministre et j'avoue que je n'ai pas plus ce pouvoir que lui-même. Ce pouvoir appartient uniquement à l'Assemblée législative qui a la faculté d'accorder ou de refuser son investiture à un de ses membres. J'aurai tort de faire un mystère lorsque, bien que n'ayant pas cité de nom, le pétitionnaire n'en fait pas. Il s'agit, pour parler franc, de M. André Marie Mbida dont la rumeur publique dit peut-être, en effet, qu'il sera Premier Ministre. Je le répète une fois de plus, cela dépendra de la décision prise par l'Assemblée.

Le pétitionnaire a cité une partie, mais une partie seulement d'une profession de foi de M. Mbida, mais cette citation avait le défaut de toutes les citations tronquées auxquelles on peut faire dire ce que l'on veut. Le pétitionnaire a pris, dans les professions de foi de M. Mbida, ce qui lui convenait le mieux, il leur a fait dire ce qu'il a voulu. Le malheur c'est que ce qu'il a voulu ne correspond pas exactement à la réalité ni, je crois, aux intentions de M. Mbida dans la mesure où on peut prêter à un homme politique des

M. Bargues (France)

intentions en fonction des déclarations qu'il peut faire. Car il est toujours difficile de prêter des intentions précises à un homme. M. Mbida a bien dit, comme l'a rappelé le pétitionnaire, que le rassemblement démocrate chrétien avait pour but de poursuivre l'évolution, l'émancipation et l'indépendance totale du Cameroun dans tous les domaines. M. Mbida, ayant dit cela, le pétitionnaire l'accuse de duplicité et de mensonges parce qu'ayant ainsi promis à ses électeurs de poursuivre l'évolution, l'émancipation et l'indépendance totale du Cameroun, il n'avait pas réclamé l'indépendance. Je ferais d'abord observer au pétitionnaire que M. Mbida a inséré une énumération dans sa profession de foi et qu'il a prévu d'abord l'évolution du Territoire, son émancipation et enfin son indépendance. Cela correspond, en effet, d'une manière très précise à une autre partie d'une profession de foi de M. Mbida qui est ainsi conçue : "C'est moi qui, avec le concours de mes amis parlementaires, vous apporte aujourd'hui, cette année, après quelques mois seulement de travail acharné à l'Assemblée nationale ce que nous tous ensemble nous avons souhaité, préparé et attendu depuis bientôt dix ans, savoir l'émancipation du Cameroun dans l'ordre, le calme et la paix, avec une véritable Assemblée législative camerounaise et un Gouvernement camerounais, dans une autonomie interne parfaite." Je me permets de souligner les mots qui vont suivre : "...dans une autonomie interne parfaite, qui nous servira d'étape de préparation pour assumer dans quelques années la redoutable charge de l'indépendance totale." Il est donc faux de dire que M. Mbida s'est rendu coupable de mensonge en promettant l'indépendance et en ne la demandant pas. Les intentions de M. Mbida, je suppose, car je n'ai pas, moi, de raisons de mettre sa bonne foi en cause, demeurent vraisemblablement les mêmes. Il désire l'évolution, l'émancipation de son pays, quitte à en réclamer l'indépendance au bout de quelques années, ainsi qu'il le précise sans ambiguïté dans sa profession de foi.

Il est vrai que M. Mbida, qui est membre de la majorité - et peut-être le membre le plus influent si, comme le dit le pétitionnaire, il doit être désigné comme Premier Ministre - et que certains membres de l'Assemblée que le pétitionnaire connaît bien ont déposé un contre-projet. Ce contre-projet, le pétitionnaire ne l'a pas mentionné. Je dois dire que moi, je l'ai, ce qui prouve que je suis plus prévoyant que lui. Ce contre-projet a été rejeté. C'est la loi parlementaire. Il y a de nombreux projets qui, n'ayant pas eu la bonne fortune d'être adoptés par la majorité, sont rejetés. Cela ne veut pas dire qu'ils soient plus mauvais

M. Bergues (France)

pour cela, mais comme c'est la loi de la majorité qui prévaut dans une démocratie, ces projets sont rejetés obligatoirement. D'ailleurs, je me demande si justement certains membres de cette minorité, et notamment ceux qui en sont les leaders auraient désiré que le Territoire accédât immédiatement à l'indépendance. En disant cela, j'ai le souvenir présent à ma mémoire des déclarations qui ont été faites par M. Assalé qui est le Président du groupe d'opposition à l'Assemblée, déclarations qu'il a faites au cours de son explication de vote.

Il a précisé que le contre-projet qui avait été présenté par son groupe et rejeté par l'Assemblée prévoyait la reconnaissance de l'indépendance et de la souveraineté du Cameroun, mais pas dans un avenir immédiat. Il a affirmé que les réformes proposées par la France et les amendements votés par l'Assemblée n'auraient de bases politiques solides que si la France prenait l'engagement d'accorder un jour l'indépendance au Cameroun. Il semble donc que ce qui sépare M. Assalé de M. Mbida - et d'une façon générale ce qui sépare la majorité de la minorité - c'est que la minorité ne désirait pas l'indépendance immédiate mais une promesse en ce sens de l'Autorité administrante, alors que la majorité n'exigeait pas cette promesse.

Jé vais d'ailleurs, pour plus de précision, citer les paroles de M. Assalé. J'en ai fait une brève analyse, mais comme je ne veux pas que mes paroles soient interprétées de manière inexacte, je vais donner lecture exactement au Conseil du procès-verbal de la séance plénière du 22 février 1957 qui s'est tenue dans l'après-midi à l'Assemblée territoriale du Cameroun. M. Assalé s'exprimait ainsi :

"Et d'aucuns depuis quelque temps accusent mon groupe d'être formé de prétentieux parce que nous avons demandé l'indépendance immédiate, ce qui est absolument faux, parce que nous précisons bien qu'entre l'indépendance immédiate et la jouissance d'une certaine dépendance, une étape transitoire est absolument nécessaire. Ceci est écrit noir sur blanc sur le texte ..."

Donc, le pétitionnaire prête des intentions erronées à la fois à M. Mbida mais aussi - ce qui est peut-être plus grave, pour lui du moins - aux chefs de l'opposition, c'est-à-dire aux auteurs du contre-projet.

Le pétitionnaire a également posé la question de savoir dans quel département français un citoyen camerounais pourrait être électeur ou éligible, car effectivement un article du statut octroie aux citoyens du Cameroun, aussi longtemps que l'Etat sous tutelle administré par la France resterait régi par ce statut, la faculté d'être électeur et éligible dans l'ensemble de la République française. La réponse est très simple : les citoyens camerounais sont électeurs et éligibles, non seulement dans tous les départements français mais dans tous les territoires qui font partie de l'Union française. Il n'y en a peut-être pas beaucoup, mais en fait il y a des Camerounais en assez grand nombre qui séjournent en permanence en France - notamment les étudiants -

qui ont parfaitement la faculté, étant donné qu'ils remplissent les conditions de résidence, de se faire inscrire sur les listes électorales. Peut-être ne sont-ils pas élus, mais là-dessus je rappellerai au pétitionnaire que c'est la loi de la démocratie. Il la connaît très bien, puisque l'un des pétitionnaires - que je ne nommerai pas, d'ailleurs, par discrétion - est conseiller municipal à Yaoundé. Je dois dire qu'il a eu évidemment moins de chance aux élections de l'Assemblée territoriale, car - la liste dont il faisait partie a réuni - il était, je crois, troisième sur cette liste - 5.797 suffrages sur 174.000 votants alors que la liste la plus favorisée - qui, comme par hasard d'ailleurs, était celle de la personnalité que nous venons de citer, M. Mbida, cette liste concurrente réunissait 109.374 suffrages. Dans ce cas, évidemment, la loi de la majorité a joué contre l'un des pétitionnaires, mais il peut admettre qu'elle a joué en sa faveur dans le cadre des élections municipales. Il aurait mauvaise grâce, dans ces conditions, à se plaindre de l'exercice de cette loi.

Je voudrais maintenant poser quelques questions au pétitionnaire, ayant effectué ces quelques mises au point qui, je pense, éclairciront le débat et le présenteront sous un jour plus conforme à la réalité.

Le pétitionnaire, dans sa déclaration, a dit que ses collègues et lui-même, représentaient la masse la plus évoluée du Territoire. Mais j'en reviens aussi à ce que je disais sur la loi de la majorité : Est-ce que l'on peut se considérer comme l'interprète de la population du Territoire lorsqu'on ne représente que la masse la plus évoluée ? Est-ce la véritable loi de la démocratie que les décisions qui règlent le sort du pays soient prises uniquement par la masse la plus évoluée ? J'entends bien que dans le premier stade de l'évolution du Territoire les droits politiques ont été réservés à cette partie de la masse la plus évoluée. Mais le Togo a subi une évolution telle, depuis un certain nombre d'années, que la formule doit être étendue et se rapprocher le plus possible de celle des pays démocratiques. Or le suffrage universel existe au Cameroun, puisque le suffrage universel doit obligatoirement exprimer la voix de la masse la plus évoluée ou l'opinion de la masse toute entière de la population. Je serais très heureux d'avoir sur ce point l'opinion du pétitionnaire.

M. PHILIPPE MBARGA : Je voudrais attirer l'attention du Conseil sur le but même de notre présence au sein de cette haute assemblée internationale. Je ne crois pas qu'il soit de bonne politique de nous attarder à de petites questions de détail, et par conséquent vous faire perdre un temps précieux, au lieu de discuter le principe même qui nous a amené jusqu'ici.

L'orateur qui a parlé tout à l'heure vous a bien exposé que le but que nous recherchons c'est d'exposer notre point de vue sur le statut qui vient d'être proposé au Cameroun. Le texte dont il nous a donné lecture avait pour objet d'éclairer les membres du Conseil sur la rédaction qui avait été faite par l'Administration française.

L'orateur a bien souligné le fait qu'alors que nous discutons de la portée du statut, le représentant de la France nous pose de petites questions secondaires - auxquelles je suis certainement en mesure de répondre parce que ces questions ont vraiment une importance minime pour nos débats - et il a été précisé que l'Organisation des Nations Unies avait envisagé deux formules de statut : soit un statut nous donnant droit à l'autonomie librement acceptée, ou bien, l'indépendance.

Or l'Assemblée que vous représentez ici n'a pas envisagé une troisième ou une quatrième étape pour accéder soit à l'autonomie soit à l'indépendance.

Je voudrais, à ce sujet, poser une toute petite question au représentant de la France. Quel nom donne-t-il lui, le représentant de la France, au statut actuel du Cameroun que nous sommes venus discuter ici ? S'appelle-t-il autonomie interne, autonomie internationale ou indépendance ? Quel est le qualificatif donné à ce statut ? Quel régime proposez-vous aujourd'hui au Cameroun ?

M. BARGUES (France) : On intervertit les rôles. Le pétitionnaire n'est pas ici pour poser des questions au représentant de la France, mais ce dernier est ici pour lui poser des questions. Je lui poserai, lorsque le moment sera venu, une question justement sur le sujet qu'il vient d'évoquer.

M. Kingué Jong

Monsieur le Président, ce débat est très pénible, car nous devons discuter avec la France sur des questions très secondaires.

Avant de répondre à la question portant sur la définition de la masse la plus évoluée du Territoire, j'aurais voulu répondre au représentant de la France au sujet des questions d'ordre général qu'il a posées tout à l'heure.

Il a dit tout d'abord que le Chapitre XI de la Charte ne concerne pas les Territoires sous tutelle. Je m'en étonne beaucoup, car je constate que le Chapitre XI de la Charte s'intitule : "Déclaration relative aux Territoires non autonomes". C'est l'Article 73 que j'ai cité tout à l'heure. Le représentant de la France conteste, par conséquent, ma citation.

La Charte souligne le caractère particulier des territoires non autonomes, dont le Cameroun fait partie, et je m'étonne qu'il se trouve ici un éminent représentant qui prétende que cette définition n'est pas exacte, que j'ai cité un texte faux.

Je me rapporte au Chapitre XI de la Charte et je dis que la Charte parle de territoires non autonomes; le Cameroun est l'un d'eux.

Le représentant de la France a dit, tout à l'heure, que l'article 11 du statut avait été amendé. Voici l'article 11, tel qu'il est présenté par la France :

"Les lois camerounaises et les règlements établis par les autorités camerounaises doivent respecter les traités, les conventions internationales et, notant l'Accord de tutelle du 13 décembre 1946, les principes inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Charte des Nations Unies et dans le Préambule de la Constitution de la République française, ainsi que les dispositions du présent statut."

Je ne vois pas, dans cet article 11, un passage qui ait trait au code du travail. S'il est amendé, voici l'amendement. Je vous lis l'article 11 du statut, tel qu'amendé :

"Les lois camerounaises et les règlements établis par les autorités camerounaises doivent respecter les traités, les conventions internationales et, notant l'Accord de tutelle du 13 décembre 1946, les principes inscrits dans la Charte, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Charte des Nations Unies et dans le Préambule de la Constitution de la République française, ainsi que les dispositions du présent statut."

M. Kingué Jong

Même amendé, l'article est identique. Il est tel qu'il a été présenté par la France.

Et si quelqu'un a entendu parler à ce propos du code du travail, j'aimerais qu'il me dise en quels termes, parce que le représentant de la France a dit : "Quand je parle du code du travail, je parle de l'article 9"; mais c'est de l'article 11 qu'il s'agit, c'est l'article 11 que je viens de citer. Il ne se rapporte pas à la question.

Quant à la citation tronquée - il s'agit d'une opinion personnelle. Il est bien connu au Cameroun que Kingué Jong a ses opinions personnelles. Pour ma part, je représente les masses depuis 28 ans; c'est plus de la moitié de ma vie. La citation en question n'est pas tronquée. J'ai dit que j'ai versé au dossier du Conseil la profession de foi de la Ligue pour le rassemblement démocratique chrétien. Je n'ai pas voulu citer le nom du leader de cette liste, mais je verse sa profession de foi dans le dossier du Conseil.

Je sais que la personne dont j'ai parlé tout à l'heure a fait une profession de foi; mais peut-on faire, au cours d'une seule élection, plusieurs professions de foi ? Peut-on être un caméléon, qui représente un jour ceci, l'autre jour cela. C'est incompréhensible.

Le représentant de la France présentera certainement une autre profession de foi mais nous connaissons notre pays : n'aura-t-elle pas été "préfabriquée". Or je représente la première. Deux choses y sont dites successivement. Quant à la question du Premier Ministre, nous en reparlerons, au Cameroun. Parce que la France sait, naturellement, ce que représente la question, quelle est l'importance qu'elle revêt pour les populations et quels sont les scandales qu'elle peut engendrer.

Je sais que des gens ont voulu éviter au premier leader de la majorité la charge trop lourde de prendre le poste de Premier Ministre. Je sais même qu'on a proposé à ceux dont le représentant de la France a parlé tout à l'heure le poste de Premier Ministre et qu'ils ont refusé. Je dirai donc que c'est une question qui se rattache au Cameroun. quel que soit le vote que vous émettrez, quell

M. Kingué Jong

quelle que soit l'importance de la masse que nous représentons. Le représentant de la France l'a dit. Je n'assiste pas tous les jours au Conseil, je ne peux pas citer tous les textes, mais je suis capable de présenter au Conseil un texte sur lequel le représentant de la France reconnaît lui-même que la masse la plus évoluée est celle que nous représentons ici.

Or, que peut faire dans un pays la masse la plus évoluée? C'est tout de même une masse. Nous en sommes les représentants.

On nous parle du suffrage universel; d'accord.

Mais je le dis hautement, en acceptant le suffrage universel, nous avons eu tort, nous avons servi les intérêts de la France. Car il y a actuellement des personnes qui votent sur ordre. Ce n'était pas le cas il y a quelques années.

Je continuerai donc à dire que le représentant de la France a parlé de l'autonomie; j'aimerais de lui demander que des textes soient cités. J'aimerais que nous parlions de choses concrètes. Il y a après tout une Charte des Nations Unies et un Accord de tutelle. Ce sont des pièces concrètes et nous aimerions qu'on les respecte.

J'ai parlé tout à l'heure de la définition qu'a donnée l'Assemblée générale de ce qu'elle entend par autonomie et de ce que vous entendez par autonomie.

J'ai également parlé de ce qu'elle entend par indépendance et de ce que vous devez entendre vous-mêmes par indépendance.

Or, on ne parle pas d'une autonomie interne parfaite. Citons le texte français avec lequel nous sommes d'accord. Nous ne lui demandons qu'une chose, c'est de respecter les textes internationaux. C'est tout. On ne demande rien d'autre à la France.

Je demanderai à mes compatriotes de demeurer sous l'autorité de la France, mais à la condition qu'elle respecte les aspirations légitimes du peuple camerounais, ainsi que les accords internationaux. C'est tout ce que je demande. Tant que la France ne le fera pas, je continuerai toujours à protester contre la France, au nom de mon pays.

La séance, suspendue à 16 heures, est reprise à 16 h. 30.

M. BARGUES (France) : J'avoue que je n'ai pas trouvé dans la dernière déclaration du pétitionnaire, une réponse exacte à la question précise que je lui avais posée. J'en retiens simplement qu'il a confirmé que ses amis et lui-même représentaient la partie de la population la plus évoluée et que ses amis et lui-même avaient eu tort et éprouvaient le regret tardif d'avoir accepté que le suffrage universel soit instauré dans le Territoire. Cette déclaration ne procède pas d'un sentiment très démocratique, mais le pétitionnaire a eu le soin de nous avertir qu'il s'agissait d'une opinion personnelle et toutes les opinions personnelles sont permises au Cameroun.

Je passe à la question suivante. Dans sa déclaration initiale, le pétitionnaire a réprouvé les actes de violence, quels que soient leurs auteurs. Je rends hommage d'ailleurs à la modération de ses propos et à la noblesse des sentiments qui l'ont inspiré. Je m'empresse de dire d'ailleurs que je partage entièrement ces sentiments. Il a, cependant ajouté un peu plus loin que l'on se trouvait à la veille d'événements plus graves, après l'installation du nouveau gouvernement, et que les futurs Ministres pensaient à l'extermination de ceux qui ne partageaient pas leurs opinions. Le pétitionnaire exprime-t-il là aussi une opinion purement personnelle ou bien se fonde-t-il sur des renseignements précis et des faits concrets ? Je crois tout de même que cette affirmation est trop grave pour que le pétitionnaire ne précise pas exactement sa pensée. Il est incontestable que si les renseignements qu'il pourrait nous fournir à cet égard avaient quelque valeur, l'Autorité administrante pourrait en tenir compte et prendrait éventuellement des mesures nécessaires.

M. JONG : En toute franchise, j'ai exprimé tout à l'heure une opinion personnelle. Je ne reviendrai pas là-dessus.

La déclaration que j'ai faite - je tiens à le signaler -, a été faite en ma qualité de porte-parole d'une organisation authentique que personne, je crois, ne peut manquer d'ignorer. En ce qui concerne ce que j'ai dit au sujet des événements plus graves dont certains Camerounais pourront souffrir, je ne peux que dire que je l'ai déclaré en toute sincérité.

M. Jong

J'ai eu l'occasion d'entendre moi-même, en tant que journaliste, l'opinion exprimée par la majorité qui a voté pour le Statut. Ces gens disent maintenant que nous, qui nous disons nationalistes, devrions agir. Ce qui est certain, c'est que nous avons voulu organiser à Yaoundé des réunions publiques. Nous avons demandé les autorisations officiellement aux chefs des régions où siège l'Assemblée territoriale. Nous avons demandé des autorisations personnelles aux maires des villes où siègent cette Assemblée. Toutes ces autorisations nous ont été refusées.

Je me suis posé la question suivante : est-il encore possible de parler librement au Cameroun ? S'il n'est plus possible de s'exprimer librement au Cameroun, d'avoir la liberté de parole, j'estime que nous devons nous attendre à ce que la situation devienne très grave, surtout dans certaines régions du Cameroun. Bien que le parti que je représente soit minoritaire à l'Assemblée territoriale, je peux affirmer qu'il est majoritaire dans le pays. Or, ce parti, n'ayant pas les rênes du pouvoir en main, n'a pas le droit de parler. Ce parti, voulant se prévaloir des droits reconnus à toute personne humaine, voudra un jour organiser une réunion, en dépit des refus à lui opposés, et agira en conséquence.

Nous avons devant nous l'Administration française. Nous la craignons. Ce sont des blancs qui nous commandent. Toutefois, si un de mes frères - nous nous considérons tous comme des frères au Cameroun - est nommé à une haute fonction par les autorités françaises, ce frère, dont je ne connais pas le passé, dont je ne connais rien, je ne peux pas lui reconnaître les pouvoirs que les Français lui ont conférés. Ce frère aura le droit d'agir au nom de l'Autorité, il pourra faire intervenir les forces de la police. Des événements beaucoup plus graves risquent de se produire. C'est la raison pour laquelle j'ai estimé que le Conseil devait être tenu au courant et que j'ai lancé mon cri d'alarme. J'ai dit au Conseil que nous allions rentrer au pays. Les autorités françaises allaient installer un nouveau gouvernement et il se peut que nous ne reconnaissons pas les représentants de ce nouveau gouvernement. Ce gouvernement est instauré à l'encontre des aspirations de la masse camerounaise. Les Camerounais ne s'intéressent qu'à une seule chose, l'accession à l'indépendance.

M. Kingué Jong

Je répète encore une fois que je verse au dossier du Conseil cette profession de foi. Si le Conseil en désire d'autres, on les lui fournira. La population camerounaise ne se laissera pas tromper. J'ai voulu prévenir le Conseil de la gravité de la situation. Nous allons nous trouver dans une position où nous ne parlerons plus à nos supérieurs, les représentants de l'Autorité administrante, nous parlerons entre frères et la situation ne pourra être réglée comme par le passé, par la peur ou le respect que nous inspirent les autorités administrantes.

M. BARGUES (France) : Je crois donc comprendre que les appréhensions du pétitionnaire quant à l'éventualité des événements graves résultent surtout de simples impressions. Il a parfaitement bien fait d'exprimer ses appréhensions devant le Conseil, et notamment devant le représentant de la Puissance administrante.

J'ai entendu quelques réserves en ce qui concerne l'exercice de la liberté de réunion. Je dois dire que les pouvoirs publics ont été fort avisés de manifester quelques réticences, s'ils étaient informés des dispositions du pétitionnaire et de ses amis, qui se refusent à reconnaître la légalité du pouvoir établi, quand ce pouvoir résulte de l'exercice du suffrage universel.

D'ailleurs si le pétitionnaire - qui n'a pas fourni de précisions bien exactes à ce propos là - n'a pas pu tenir certaines réunions, je crois que ce n'est pas une règle générale. Les mouvements traditionnels que représente le pétitionnaire et ses amis ont tenu par exemple une réunion le 10 mars au village d'Alsa près de Yaoundé. C'est au cours de cette réunion que les mouvements traditionnels ont décidé, en particulier, la création d'un organisme fédératif appelé UNATRACAM ou Union des Associations traditionnelles du Cameroun. Une semaine après, le 17 mars, le Bureau de cet organe fédératif a été élu à Yaoundé, ce qui prouve donc que les organismes mêmes, lorsqu'ils professent des opinions opposées à celles de la majorité, ont la faculté de se réunir.

Et, dans ce même domaine, - puisque le pétitionnaire nous a dit qu'il était journaliste - je voudrais lui demander si, en cette qualité, il estime que la liberté de la presse existe au Cameroun.

M. KINGUE JONG : Le représentant de la France a parlé de la réunion du 10 mars. Il est certainement au courant que cette réunion a été tout à fait privée. Ce n'est pas ce que nous entendons par réunion de masse. Il y a des réunions publiques et il y a des réunions privées. Il s'agissait d'une réunion privée à laquelle participaient uniquement des membres de certaines organisations. Or, quand on veut exprimer une opinion, on ne fait pas seulement appel aux adeptes de cette même opinion, mais bien à ceux qui partagent un point de vue contradictoire. Je peux affirmer ici que les réunions publiques sont interdites, et notamment dans la région de Yaoundé.

Je n'ai pas l'intention de discuter ici d'un cas particulier - et je me réfère maintenant à la liberté de la presse - mais, lors de mon arrivée à Paris j'ai été accusé - et je sais par qui, puisque cela m'a été révélé par le représentant des Etats-Unis - d'avoir publié dans les journaux certains articles. Or ceux-ci ne reflétaient aucune opinion hostile aux Etats-Unis. Et tel que vous me voyez ici, je fais l'objet d'une surveillance particulière parce qu'il a été dit aux autorités américaines que je suis un mauvais esprit, alors que je n'ai jamais manifesté contre la France, ni surtout contre les Etats-Unis.

C'est donc vous dire que la liberté est limitée dans un certain sens; je dirais même qu'elle est à sens unique et n'est donc pas complète. Lorsque le représentant de la France disait tout à l'heure que j'exprimais une opinion personnelle, il avait tout à fait raison. Mais cette opinion reflète exactement

celle du
l'opinion de mon gouvernement c'est à dire Gouvernement français, qui me considère comme un ennemi, un anti-français. Alors que, je le répète encore une fois, j'étais un membre de la résistance pendant que certains Français se régalaient bien et avaient des assiettes bien garnies. Je ne suis donc pas l'ennemi de la France. Or on me dit que j'en suis un. A mon avis, étant donné qu'un pays aussi indépendant que les Etats-Unis me fait des difficultés d'immigration, c'est dire que la liberté de la presse peut être interprétée de plusieurs manières. De toute façon, je comptais l'écrire, mais tout simplement parce que je suis courageux et que je ne demande rien à personne.

M. BARGUES (France) : Si j'ai posé cette question sur la liberté de la presse, c'est parce que j'ai eu la bonne fortune de lire dans le numéro du 10 février 1957, d'un quotidien d'information intitulé la Presse du Cameroun - dont le Conseil connaît d'ailleurs l'opinion générale - un article paru sous la signature de M. Kingué Jong et intitulé "Que vaut le statut qu'on nous propose ?" Dans cet article, il émet des opinions qui ne sont pas du tout différentes de celles qu'il vient d'exprimer devant nous - ce qui prouve d'ailleurs sa bonne foi et la constance de ses opinions. Mais cela prouve aussi qu'il y a au moins une certaine liberté qui permet à tout citoyen d'écrire dans un journal, même si les opinions de ce journal ne sont pas les siennes, des articles dans lesquels il exprime ce qui constitue ses opinions personnelles.

En ce qui concerne la liberté de réunion, je rappellerai au Conseil qui en a été informé, que la législation en vigueur au Cameroun est celle qui est aussi en vigueur en France. Les réunions publiques ne sont interdites que dans la mesure où elles risquent de troubler l'ordre public. Il appartient aux autorités, notamment aux autorités municipales, de prononcer cette interdiction et je suppose que si le pétitionnaire et ses amis avaient l'intention de tenir une réunion à Yaoundé, c'est le maire de Yaoundé qui a prononcé la mesure d'interdiction. A ce propos, je signale que le maire de Yaoundé est un Africain qui appartient au bloc démocratique camerounais auquel appartient aussi l'un des pétitionnaires. Je le vois sourire d'ailleurs, ce qui marque son approbation.

J'en viens à la question suivante, qui sera d'ailleurs la dernière. Le pétitionnaire nous a dit que le statut actuel du Cameroun n'est pas un statut d'autonomie ni d'indépendance. Certains de ses compatriotes ont pu dire le contraire. Mais là aussi je dirai qu'ils ont été libres d'exprimer une opinion personnelle. Est-ce que le représentant des pouvoirs publics, tant métropolitain que camerounais, a officiellement prétendu que le statut du Cameroun était un statut d'indépendance ou d'autonomie ?

M. MBARGA : Je voudrais remercier le représentant de la France de nous poser cette question qui est celle qui nous préoccupe le plus. Toutes les petites questions que nous avons discutées étaient absolument secondaires et je vous suis donc reconnaissant d'avoir posé cette question.

Nous aimerions que vous nous précisiez, au nom de la France que vous représentez au sein de cette haute assemblée internationale, ce que vous entendez par statut autonome, ou bien s'agit-il de réformes que vous avez instituées au Cameroun en application d'un décret.

C'est pour vous dire que si nous nous trouvons aujourd'hui devant cette assemblée, ce n'est pas la première fois, car après le vote du prétendu statut - nous ne pouvons l'appeler qu'ainsi - nous, c'est-à-dire les institutions traditionnelles, avons adressé immédiatement une motion qui a été adoptée à l'unanimité par notre assemblée. Une copie de cette motion - je ne sais pas si vous l'avez maintenant en votre possession - a été adressée en même temps au Haut Commissaire et au Président de l'Assemblée territoriale du Cameroun.

Que dit cette motion ? Elle dit ce qui suit : Nous avons vu la France nous présenter un projet de décret, comme il est dit dans son article 45. Or il n'en est pas du tout question.

Nous avons dit ceci : "Les associations traditionnelles, etc., d'unies en Assemblée générale extraordinaire le 10 mars ...

Non, c'est la première. Je vous donne lecture du texte que nous avons envoyé immédiatement après les élections au Gouvernement français :

"Considérant que les dernières années au Cameroun ont été marquées de soulèvements politiques importants au cours desquels nombre de nos congénères se sont trouvés mêlés, involontairement ou non,

"Considérant qu'il était apparu urgent et souhaitable pour les meilleures relations entre le Cameroun et la France, d'extirper la cause profonde de ces impatience violemment manifestées souvent même au préjudice des intérêts supérieurs camerounais le mieux compromis,

"Considérant que que M. le Ministre de la France d'outre-mer avait indiqué les intentions du Gouvernement de la République, en précisant que l'Assemblée à élire devrait avoir pour unique mission de discuter du nouveau statut qui, -disait-il - ne devait pas être simplement octroyé.

"Considérant que M. le Haut-Commissaire de la République a confirmé cette orientation en déclarant, s'adressant aux Conseillers dans le discours d'ouverture de la session 1957 de l'ATCAM : "Chacun de vous s'en trouvera affermi au moment où il est appelé à prendre des décisions graves pour l'avenir du Cameroun, la première et sans doute la plus importante de ces décisions étant le vote d'un nouveau statut.

"Considérant qu'un statut ne peut être qu'un ensemble de dispositions formant un cadre dans lequel est appelée à évoluer une institution, et non un code d'articles rigides qui réglementent chacun des actes de la vie d'un Territoire, ce qui substitue à la notion de statut celle de réformes institutionnelles.

"Considérant qu'un statut répondant aux normes évoquées aux trois premiers alinéas ne peut sortir que d'un dialogue franc, loyal et sans arrières-pensées entre les deux parties ayant prérogative d'initiative,

"Considérant que le texte soumis à la délibération de l'Assemblée constitue un décret - constituerait en son article 45 - auquel décret, l'Assemblée territoriale du Cameroun ne peut donner qu'un avis, et un avis seulement."

Je peux vous donner lecture de l'article 45 de ce statut qui dit que le Ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et au Journal officiel du Cameroun.

Je continue la lecture de la motion :

"Considérant que la procédure du dialogue n'a pas ainsi permis l'égalité aux deux parties en restreignant la latitude d'expression des volontés camerounaises, parlant au nom de la tradition bété et ne pouvant pas rester indifférente aux faits camerounais d'une telle importance, tout en rendant hommage à l'oeuvre de la France au Cameroun, oeuvre qu'elle souhaite voir encore continuer, féconde et généreuse, considère la valeur du vote émis par l'Assemblée comme un avis - sans plus - au décret, qui ne saurait être confondu avec un plébiscite des populations camerounaises à propos d'un statut qui n'a pas encore vu le jour.

"Prend acte de la réforme, comme une étape nouvelle, à caractère très provisoire.

"Demande instamment pour l'avènement d'une ère de paix et de prospérité au Cameroun, d'envisager la mise en discussion d'un réel statut, discuté dans une forme d'égale initiative des deux parties."

Cette motion a été adressée au Ministre de la France d'outre-mer, au Haut Commissaire de la République française au Cameroun et au Président de l'Assemblée territoriale, pour montrer à cette haute administration française, que nous n'avons pas compris la signification de ces réformes institutionnelles qui nous sont présentées comme un statut changeant la position du Cameroun, comme cela a été fait soit au Togo, soit dans les autres Territoires.

Or le Cameroun étant un pays qui dépend du contrôle des Nations Unies, nous ne sommes vraiment pas convaincus qu'on puisse nous proposer un statut qui n'ait même pas l'assentiment de cette Assemblée. En cela, nous ne sommes pas tout à fait satisfaits de voir ces réformes institutionnelles - baptisées du nom de statut - car en réalité nous voyons que le statut du Cameroun n'est pas encore discuté. Je voudrais demander au représentant de la France s'il peut nous confirmer qu'il ne s'agit en ce moment que de réformes institutionnelles, en application de la Loi-cadre dont la France nous a

offert les avantages, en fixant la date à laquelle nous pourrions discuter le futur statut du Cameroun. Nous en serions très reconnaissants et apporterons avec joie cette bonne nouvelle au Cameroun, dont nous sommes les délégués.

M. BARGUES (France) : Il est évident que je n'ai aucune explication à donner aux représentants de la population, qui peuvent fort utilement s'adresser aux pouvoirs publics. Je ne parle ici qu'en membre du Conseil de tutelle et dois des explications à mes collègues.

Pour éclairer la religion du Conseil, je rappellerai simplement que l'Article 76 de la Charte prévoit que les fins essentielles du régime de tutelle sont de "favoriser l'évolution progressive des Territoires vers la capacité de s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance, compte tenu des conditions particulières à chaque territoire, etc.

J'indiquerai aussi que l'article 2 du statut prévoit que l'organisation particulière du Cameroun restera en vigueur jusqu'à ce que les habitants du Cameroun, conformément à la Charte des Nations Unies et à l'Accord de tutelle - notamment les dispositions de son article 5 - soient appelés à se prononcer sur son régime définitif.

Je crois que j'ai ainsi précisé la portée exacte du nouveau statut.

M. MBARGA (Union des Assemblées et Associations traditionnelles du Cameroun) : Je pense que les explications que donne le représentant de la France sont pertinentes, mais nous sommes ici pour certaines raisons et il a voulu déterminer ce que nous voulons.

On dit au Cameroun qu'on nous a donné un nouveau statut, alors que d'ici quelques mois nous aurons un conseil élu, avec des ministres camerounais. Mais quels seront ces ministres? Quel sera leur titre? Quelle sera la position du Cameroun sous ces ministres? Ce sont ces précisions que nous sommes venus demander, Monsieur le Président, car nous constatons que l'application de cette loi va vraiment à l'encontre de la Charte des Nations Unies et des Accords de tutelle.

Nous ne pensons pas - je l'ai dit tout à l'heure - que nous serons très heureux si la France nous dit : aujourd'hui nous appliquons les décrets, mais le statut du Cameroun sera discuté plus tard. C'est la raison pour laquelle

II. Mbarga

je dis que le représentant de la France, n'a pas répondu complètement à nos questions. Qu'il nous dise à quel moment un décret sera pris tendant à faire des ministres camerounais de vrais ministres. Comment les appellerons-nous, ces ministres, que vous instituerez le mois prochain au Cameroun ? Car le Ministre n'ayant ni autonomie ni indépendance aura des ministres, mais des ministres de quoi ?

M. KINGUE JONG : Ce n'est pas la première fois que nous perdons tous du temps au Conseil. Ce problème se pose autant pour le Conseil que pour nous-mêmes. Deux questions se posent; la première porte sur l'application de l'Article 76 de la Charte. Nous l'avons cité tout à l'heure. Je crois par ailleurs que c'est le seul article de la Charte qui intéresse le représentant de la France. Je répéterai donc ici - et je m'excuse de le faire - le paragraphe b. de cet article qui stipule que l'une des fins essentielles du régime de Tutelle est de :

"favoriser le progrès politique, économique et social des populations des Territoires sous tutelle ainsi que le développement de leur instruction; favoriser également leur évolution progressive vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance..."

Me référant à cet article, la seule question, à notre avis, serait de demander au Conseil si notre évolution politique, économique et sociale est suffisante, de sorte que l'une des fins essentielles du régime de tutelle puisse nous être accordée. Or, si je me réfère à plusieurs documents de ce Conseil, tous les délégués français parlent d'une évolution très progressive des populations du Cameroun. Les fins essentielles du régime de tutelle étant atteintes, je crois qu'il ne reste plus que l'application de celles-ci qui consistent en la vraie autonomie ou l'indépendance.

Cela été dit pour d'autres territoires. Je citerai le cas de la Somalie italienne, dont le représentant est ici. Un délai d'indépendance a été fixé.

Nous voulons au moins savoir où la France nous mène. J'ai dit tout à l'heure que nous croyons avoir atteint certains des buts essentiels du régime de tutelle. La France les reconnaît elle-même comme on le voit dans certaines déclarations faites ici ou dans les rapports annuels. Pourquoi la France ne reconnaîtrait-elle pas au Conseil de tutelle, et ensuite devant l'Assemblée générale, que notre pays a atteint un certain degré de maturité politique, économique et sociale? Pourquoi ne déciderait-elle pas de lui reconnaître un statut? Si j'ai bien compris le représentant de la France, il a dit tout à l'heure qu'il voudrait savoir par nous quel est le statut qu'on a accordé au Cameroun; il voulait savoir si c'était des réformes ou s'il s'agissait effectivement d'un statut. Je ne lui poserai pas la même question car cela pourrait être gênant pour lui.

Je dirai simplement que nous discutons ici deux questions qui demandent à être tirées au clair et sur lesquelles plane une ombre. Nous reposerons nos questions, à savoir : où voulez-vous nous mener? Où la France veut-elle nous mener? Ce sont les fins essentielles de l'Article 76. Etant donné que la France reconnaît elle-même que ces objectifs sont atteints par le Cameroun, je ne vois pas pourquoi elle ne lui donne pas son indépendance ou qu'elle ne l'approuve pas. La question serait ainsi réglée.

M. BARGUES (France) : Je tiens à remercier les pétitionnaires des réponses qu'ils ont faites à mes questions.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En répondant à la question du représentant de la France, le pétitionnaire, M. Jong, a donné les explications nécessaires sur les représailles dont certains Ministres menacent ceux qui luttent pour l'indépendance du Cameroun. Ce faisant, il a expliqué quelles étaient les menaces se référant à l'avenir. Pour ma part, je voudrais savoir si le pétitionnaire ne pourrait pas donner des renseignements plus précis sur les représailles qui ont déjà eu lieu par le passé, et, en particulier, lors des élections de décembre 1956.

M. KINGUE JONG : Il est souvent difficile de répondre à certaines questions qui nous sont posées ici parce que nous venons ici, il est vrai, munis de passeports et de tout; nous disposons de très peu d'argent en dehors des fonds qui nous ont été fournis par nos compatriotes. Je répondrai néanmoins au représentant de l'Union soviétique que j'ai déjà dit, dans une autre déclaration, ce qui se passe au Cameroun. J'aurais voulu que ce soit le représentant de la France lui-même qui me pose cette question.

Je le dis en toute franchise, et avec tout le respect que je lui dois, la répression qui se poursuit d'ailleurs dans certains endroits du Cameroun n'est pas faite pour calmer les esprits, ni pour atténuer les démonstrations faites à pas de géant dont certains parlent avec emphase.

Et cela veut dire répression, surtout dans certaines régions du Cameroun. Je ne vais pas entrer dans les détails. Je l'ai dit ici en juin 1956 que ce sont là des questions qui ne sont connues que de certaines autorités. Ces autorités devraient être les autorités françaises.

Vous avez envoyé au Cameroun une mission de visite. En revenant ici, cette mission a présenté un rapport incomplet. Elle avait été chargée de faire une enquête sur les événements de mai 1955 et jusqu'à présent, elle n'a pas pu le faire, elle ne pourra jamais le faire. Des événements très graves se passent en ce moment en Sanaga Maritime. Si j'avais le journal local sous la main, je pourrais vous montrer que nous sommes actuellement en train de faire des souscriptions pour les sinistrés de Sanaga Maritime. Quels sinistrés ? Quand on parle de sinistrés dans la langue française, c'est qu'il y a eu un cataclysme naturel. Or quand on tue quelqu'un, et qu'on parle de secours à donner, je ne crois pas qu'il s'agit de sinistrés. Il n'y a pas eu d'inondations en Sanaga Maritime, il n'y a pas eu d'incendies en Sanaga Maritime. Pourtant le journal dit "une souscription officielle et nationale est ouverte pour venir en aide aux sinistrés de la Sanaga Maritime". Je demanderai plutôt au Conseil de poser la question au Gouvernement français afin de savoir pourquoi il y a eu une souscription en Sanaga Maritime pour venir en aide à des sinistrés. Personnellement je regrette infiniment de ne pas pouvoir vous donner d'explications à ce sujet.

Des troubles se sont également produits dans la région la plus paisible, la plus traditionnelle de notre pays, dans la région de Bamiléké. Les journaux ont parlé d'un mort. Il y en a eu dix. Toujours est-il que les journaux relatent quand même les événements en question.

Je m'excuse infiniment auprès du représentant de l'Union soviétique de ne pas être en mesure de lui fournir de plus amples renseignements. Je lui demanderai de poser ces questions au représentant de la France. Toutefois, ce dernier affirmera certainement que tout se passe dans la paix et le calme. Quant à moi, je vous dis que tout se passe dans une atmosphère de haine et de suspicion. Nous sommes des nationalistes, nous sommes donc des suspects. Il y a des gens au Cameroun qui vivent dans la paix parce qu'ils sont protégés par la police nuit et jour. C'est connu. Ils ne peuvent pas faire un pas en dehors de leur maison sans être suivis par la police.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) :
(interprétation du russe) : Je suis fort reconnaissant au pétitionnaire d'avoir bien voulu nous fournir tous ces détails. La délégation de l'Union soviétique est pleinement satisfaite par les éclaircissements fournis en réponse à ses questions.

Je voudrais poser une autre question au pétitionnaire. M. Jong nous a dit qu'une certaine catégorie d'électeurs est contrainte à voter suivant des ordres précis. J'aimerais avoir des détails sur la manière dont la liberté du vote est violée au Cameroun. Quels sont les instruments de contrainte ?

M. KINGUE JONG : C'est encore une question qui m'embarrasse fort. Partout où existe le sentiment de justice, il y a le désir d'égalité. Je ne crois pas que ce soit la première fois que vous entendez parler d'élections truquées. Je ne crois pas que ce soit la première fois que vous entendez parler de personnes qui sont obligées de voter d'une certaine façon. Ce n'est pas la première fois que l'on vous parle de boîtes qui se remplissent d'une certaine manière. Ce n'est pas la première fois que vous entendez parler du vote d'un mort ? Dans la Bible, il est même question de pierres qui votent. Ce sont des choses bien connues.

Puisque j'ai ici le droit de parole, je tiens à en profiter. Je dis donc que le vote dans nos régions, à l'exception de la région de Wouri, a été influencé. Il y a 19 régions. Dans la région de Wouri, c'est-à-dire dans la région de Douala, il n'y a pas eu de truquage. Les électeurs savaient pour qui ils voulaient voter. Dans les autres régions, les bureaux de vote avaient été établis de telle façon que les électeurs devaient faire 20 et 40 km pour aller voter. Personnellement, je ne pense pas - et vous en conviendrez avec moi - que beaucoup de gens se déplacent si loin pour voter. Or, dans ces régions, il y aurait eu 80 pour 100 des électeurs qui ont voté. Je me permets d'avoir des doutes sur ce sujet. C'est tout ce que je peux dire au représentant de l'Union soviétique. Le Conseil des contentieux a d'ailleurs déclaré deux élections nulles, sur 17 réclamations.

M. BARGUES (France) : Je voudrais donner quelques précisions au représentant de l'Union soviétique. Le pétitionnaire a dit que les élections avaient été libres dans la seule région du Wouri. Estime-t-il qu'elles n'ont pas été libres, par conséquent, dans la région du Mungo et dans la région du Ntem ?

M. KINGUE JONG : Dans toutes ces régions, il y a eu des réclamations et les plaintes sont encore reçues par les tribunaux du Cameroun. Je crois que, s'il y avait eu des élections libres, régulières, il n'y aurait pas de plaintes comme cela s'est produit à Douala. Je dis qu'il n'y aurait pas de plaintes parce que, dans ces régions, il y a des gens qui comprennent; ils savent d'avance pour qui ils vont voter. Dans presque toutes les autres régions, il y a eu des demandes. Toutes ces personnes n'ont pas engagé de gros frais pour rien. Il ne faut pas oublier qu'il faut beaucoup d'argent pour les frais de justice; il faut payer un avocat. Tout cela n'a pas été fait pour rien. Il y a eu certainement quelque chose.

M. BARGUES (France) : Il est évident qu'il y a des réclamations lorsque les élections sont libres. Dans tous les pays démocratiques, il y a des réclamations. C'est justement parce que ce sont des pays démocratiques que des réclamations peuvent être présentées et recevoir une suite favorable. C'est pour cette raison qu'il y a des tribunaux administratifs chargés de juger des irrégularités des élections.

J'avais posé ma question précédente, à savoir si les élections avaient été libres dans les régions de Mungo et de Ntem, parce que le pétitionnaire avait déclaré que les élections n'avaient été libres que dans la région de Wouri. J'avais posé cette question parce que j'ai constaté que la liste des électeurs autochtones du Mungo et la liste de l'Union nationale dans la région de Ntem, dont les chefs sont tous les deux membres de la minorité et amis du pétitionnaire, ont eu la victoire aux élections. Je dois dire que l'un de ces deux chefs est même Président de l'association tribale.

J'ajoute que l'Union nationale a été élue par plus de 80 pour 100 des voix, ce qui prouve que dans d'autres circonscriptions que le Wouri, les élections peuvent être considérées comme libres, à moins que le pétitionnaire n'estime que ses amis ont été irrégulièrement élus.

M. KINGUE JONG : Si nous continuons de parler des élections, nous n'aurons pas de temps pour autre chose aujourd'hui. Je voudrais demander au Conseil, avec l'assentiment de mes amis, de parler d'autre chose, c'est-à-dire de la question essentielle qui intéresse les Camerounais : la question de leur statut, dans le passé, le présent et l'avenir. Je répète ce que j'ai déjà dit à savoir que,

dans la région du Wouri, il n'était pas possible de tricher car les électeurs connaissaient exactement les candidats et savaient pour qui ils voulaient voter. L'Administration sait très bien le risque qu'elle court si elle dit aux gens de voter pour tel candidat et de ne pas voter pour tel autre. C'est une région que je ne qualifierai pas de très évoluée parce que je ne sais pas si, en disant cela, je rencontrerais l'assentiment du représentant de la France, mais je dirai que c'est une région assez avancée, bien qu'elle soit petite, comme on l'a dit, c'est tout de même une ville qui comprend 140.000 habitants. C'est ce qui résulte de la déclaration même de l'Autorité administrante. Je ne crois donc pas qu'il faille juger de la liberté des élections d'après l'expérience d'une seule ville.

Je rappellerai que le Cameroun comprend 19 régions. Or sur ces 19 régions, il y a eu 17 réclamations ou plutôt des réclamations concernant 17 régions. En France, je ne pense pas qu'il y ait 90 pour 100 de réclamations au sujet des élections. Mais, si nous continuons à parler des élections, nous n'en finirons jamais.

Je répète que nous sommes venus ici pour connaître le statut que le Conseil de tutelle nous propose. S'il s'agit d'un statut d'intégration, qu'on nous le dise franchement. Ceux qui le désirent l'accepteront; ceux qui n'en veulent pas le diront. Il y a deux Territoires du Cameroun. Pour nous, nous ne connaissons qu'un pays qui s'appelle le Cameroun; qu'il soit anglais ou français, nous déclarons que nous devons avoir la liberté d'y vivre.

Comme représentants des nationalistes, nous disons que nous voulons avoir des relations constructives avec la France, mais nous ne voulons pas d'intégration à la République française. Nous avons un régime qui a été établi par le Conseil. Si vous voulez que nous soyons intégrés à la France, dites-nous le; nous le dirons nous-mêmes à nos compatriotes et l'affaire sera réglée ainsi.

Ce que nous demandons, c'est l'application de la Charte et de l'Accord de tutelle qui a été approuvé par les Nations Unies.

Monsieur le Président, je m'excuse d'avoir été peut-être trop long et aussi un peu rude. Mais la question qui nous occupe traîne depuis 1952. Elle traîne non seulement au Cameroun, mais aux Nations Unies, car l'Assemblée générale a pris une décision le 18 janvier 1952.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de la France a posé de nombreuses questions aux pétitionnaires et personne n'a songé à l'empêcher de l'user de son droit. Je ne fais pas d'opposition lorsque le représentant de la France prend la parole pour donner des informations complémentaires en réponse à mes questions; mais je ne voudrais pas que le représentant de la France m'interrompe pour poser des questions à son tour. Si le Président estime que je viole la procédure du Conseil, je le prie de m'interrompre; mais je pensais que, jusqu'à présent, les membres du Conseil posaient des questions une à une sans être interrompus.

Je tiens donc tout d'abord à exprimer une fois encore ma reconnaissance aux pétitionnaires pour les renseignements qu'ils m'ont fournis. Je me permettrai de leur poser une autre question. Etant donné que l'Assemblée territoriale n'est pas un organe représentatif puisqu'elle a été élue alors qu'un grand nombre d'électeurs boycottaient les élections et qu'il y a eu un grand nombre d'irrégularités, je voudrais savoir si l'Autorité administrante a, d'une manière quelconque, en dehors de l'Assemblée territoriale, cherché à connaître l'opinion de la population du Territoire sur le nouveau statut. Je voudrais savoir en outre si le pétitionnaire a des vœux à exprimer sur cette question de la consultation de la population au sujet du statut.

M. KINGUE JONG : C'est là une question précise à laquelle je répondrai également de façon précise.

Nous avons démontré que, au cours des élections qui se sont déroulées le 23 décembre dernier, la population ne s'est pas prononcée comme nous, les Camerounais, le voulions. On rétorquera immédiatement que nous ne représentons qu'un groupe de Camerounais. Mais nous dirons alors que ceux qui parlent ainsi devraient se reporter aux déclarations du représentant de la France lui-même.

Mais nous dirons à ces Camerounais qui nous rappellent que nous ne sommes pas les seuls Camerounais : "Reportez-vous aux déclarations des représentants de la France, qui ont posé certaines conditions à l'organisation des élections". Ces conditions, nous les avons sollicitées.

S'il faut voter le statut, étant donné que l'Assemblée actuelle n'a été élue qu'en vertu d'une loi qui date de 1946 et qu'elle n'a pas de pouvoirs politiques, il faudrait d'abord dissoudre cette Assemblée. Il faudrait aussi prononcer l'amnistie pour les faits de mai 1955.

Car le Conseil ignore certainement qu'il y a des Camerounais qui n'ont pas vu leur pays depuis deux ans et même plus et qui attendent de pouvoir y revenir. Or ils sont sous le coup de poursuites judiciaires pour des événements, je l'ai déjà dit, dont ils ne sont pas tous responsables, dont ils ne sont en tout cas pas les seuls responsables. J'anticipe peut-être un peu sur mon rôle de journaliste, mais j'ai suivi moi-même une enquête qui démontre que ce ne sont pas les seuls Camerounais qui sont responsables des événements de 1955. La France l'a reconnu et son représentant vous le confirmera. C'est pour ce motif qu'elle a accepté de voter une loi prononçant une amnistie pour les faits de mai 1955, libérant ainsi des Camerounais qui doivent assister aux élections comme les autres. Cela s'est produit quelques jours avant les élections; cela n'a pas été voté, par le Parlement français.

Jusqu'à présent, cette loi n'est pas votée.

Quand on veut faire participer un pays à une consultation générale, à une consultation universelle, je crois que l'ensemble des habitants de ce pays devrait être consulté, car une importante majorité de nos compatriotes sont encore dans le maquis, dans la clandestinité.

Nous avons voulu que les élections se déroulent à l'opposé des élections municipales car, on vous l'a dit peut-être, dans une ville comme Douala, qui compte 140.000 habitants, les gens n'ont voté que dans la proportion de 11 pour 100. Onze pour 100, cela ne représente pas un vote. Plusieurs représentants de notre Union ont refusé au dernier moment, parce qu'ils ont vu qu'il n'y aurait pas assez de votes. Cela s'est passé partout.

Je ne prétends pas que personne n'ait été élu. Des candidats se sont présentés et ont été élus, mais les Camerounais ont voté dans les conditions que j'ai déjà indiquées, dans des conditions irrégulières et nous estimons que l'Assemblée ne

représente pas la majorité, c'est-à-dire la légalité camerounaise, pour se prononcer sur un statut aussi important que le statut qu'on nous a proposé. C'est pour ce motif que nous nous opposons à ce statut. Si nous savions qu'il a été voté par la majorité camerounaise, si nous savions que ce sont des électeurs de Kanda qui ont dit : nous allons voter le statut français et que les Camerounais eussent élu ce Kanda, nous aurions accepté la loi de la majorité. Car qui ne peut pas avoir la majorité quand on ment un peu. Le peuple a été trompé. Ce sont ces mensonges, c'est cette duplicité que nous ne voulons pas accepter. On nous obligera à l'accepter - vous, le Conseil, mais nous disons simplement que nous n'avons pas voulu l'accepter. C'est pourquoi nous avons tenu à venir ici. Nous avons dépensé de l'argent qui ne nous appartient pas, de l'argent que nous avons eu très difficile à rassembler pour vous exposer la question aujourd'hui, 26 avril, alors qu'il y a à peine six jours que nous avons pu quitter le Cameroun.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)
(interprétation du russe) : En exprimant ma reconnaissance aux pétitionnaires pour leurs explications, je voudrais répondre également à la question qu'ils nous ont posée en ce qui concerne le statut qui, tout naturellement, les émeut profondément.

Je voudrais leur dire que bien des délégations ont exprimé leur opinion sur le statut au sein du Conseil; cette opinion n'est pas très différente de ce que les pétitionnaires eux-mêmes pensent de la question.

M. BARGUES (France) : Je n'ai pas demandé la parole. Je pensais, comme à l'habitude, je vous avais demandé l'autorisation d'intervenir pour apporter quelques précisions et obtenir des éclaircissements qui auraient pu être utiles à tous les membres du Conseil, mais le représentant de l'Union soviétique, dérogeant aux règles de courtoisie généralement suivies dans notre Conseil, a protesté contre le fait que vous m'aviez donné la parole. Je m'abstiendrai donc d'intervenir.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Quatre points figureront lundi à notre ordre du jour : Examen du rapport annuel de l'Autorité administrante pour le Territoire sous tutelle du Togo sous administration française; Déclaration finale du représentant de la France; Audition des pétitionnaires du

Cameroun sous administration française; Envoi d'une mission de visite en Afrique orientale.

Une petite question restera encore : Avenir du Territoire sous tutelle du Tanganyika (Résolution 1065 (XI)).

Le Comité de rédaction du Ruanda-Urundi se réunira lundi à 10 heures 30.

La réunion du Comité permanent des pétitions aura lieu mardi, à 14 heures 30.

La séance est levée à 17 h. 40.